

# Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDEE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

DEBAT EUROPE

## OEUVRER POUR UN AVENIR MEILLEUR

Une fenêtre sur le futur

INTERVENTION DU PARTI  
FEDERALISTE EUROPEEN

*En un moment de crise aiguë et d'incertitudes préoccupantes comme celui que nous vivons, l'initiative prise par ce périodique d'ouvrir une rubrique intitulée «Débat Europe» m'a immédiatement semblé particulièrement opportune, car il est évident que c'est de la manière dont évolue la construction d'une nouvelle Europe que dépend, en grande partie, l'avenir de l'humanité toute entière.*

*Il est significatif, en outre, que ce «Débat» ait commencé par une «Lettre ouverte au Parti Fédéraliste Européen» avec laquelle son auteur, G.M. Violi, bien que renouvelant son antique aversion pour quelque parti que ce soit, reconnaît implicitement que pour être vraiment valable, un débat sur l'Europe doit se dérouler non pas avec des forces politiques traditionnelles, mais avec une force politique nouvelle qui naît d'un principe nouveau, du principe Europe.*

*Le thème «Europe» avait été, jusqu'à présent, considéré comme étant de la compétence exclusive des forces nationales et c'est la raison principale pour laquelle, quarante*

ans après la Seconde Guerre mondiale, l'Europe doit encore être entièrement créée. Il n'y a jamais eu un franc débat sur la volonté et sur les possibilités réelles des gouvernements et des partis nationaux de savoir se transformer ou même de se sacrifier, jusqu'à s'annuler, si nécessaire, pour laisser la place à la nouvelle réalité d'une Europe unie. Je me rends compte qu'un tel débat peut être dangereux pour l'équilibre interne des partis nationaux et pour la sauvegarde de nombreux intérêts politiques et économiques, mais il est indispensable si l'on désire sortir réellement d'une situation et d'un immobilisme qui traînent depuis trop longtemps, frustrant ainsi les enthousiasmes européens restants.

Quant à moi, c'est depuis la chute du Traité pour une Communauté Européenne de Défense (CED) que je défends un parti européen, démocratique et fédéraliste. Or ce parti existe maintenant, même s'il est encore gracile et c'est justement le Parti Fédéraliste Européen à qui s'adresse l'ami Violi. Il a été créé à Genève en 1974; il a un programme, un statut et des organes de direction européens. Sa politique est tracée par des Congrès européens réguliers, dont le dernier, le troisième, s'est déroulé à Munich à la fin du mois de septembre 1980.

Dans son article, Violi touche à une infinité de thèmes, pose, se pose des questions, soulève des problèmes quand il passe en revue les événements historiques et les positions culturelles des derniers moments qui, d'après lui précèdent la «grande révolution». Et bien, c'est également pour offrir une solution à ces problèmes et une réponse à ces questions qu'est né le Parti Fédéraliste Européen, dont les motivations de fond coïncident avec l'exigence d'un avenir meilleur, d'une nouvelle culture post-idéologique, humaniste et universelle.

## PARTIS NATIONAUX ET PARTI EUROPEEN

Violi soutient que «toute méthode réalise uniquement un système». Si l'on entend, par cette expression, affirmer que les partis et les forces politiques qui expriment le système Etat national, et qui ont besoin de ce système pour leur propre survie, ne sont pas des moyens suffisants pour réaliser l'unité européenne, j'approuve entièrement. D'ailleurs, c'est justement parce que j'en suis convaincu que dès juin 1956 je proposai à mes amis fédéralistes de se faire les promoteurs d'un «Parti Démocratique Européen». L'europhisme trouvait alors son expression en Italie dans le Mouvement Fédéraliste Européen (MFE) et, à l'échelle européenne, dans l'Union Européenne des Fédéralistes (UEF). Mais le Mouvement était prisonnier des partis nationaux dont chacun tentait de conquérir l'hégémonie pour ses propres fins politiques particulières. Les limites, les incertitudes, les contradictions des partis nationaux devenaient les limites, les incertitudes et les contradictions du MFE.

Ce que j'entendais souligner avec ma proposition était que pour surmonter les immenses difficultés qu'aurait fatalement rencontrées le processus d'unification sur sa propre route, un mouvement d'opinion ne suffisait pas, car il délégait pratiquement à d'autres forces la réalisation de ses buts et se limitait à n'être que le «conseiller» de ces forces, l'inspirateur des «solutions justes». Un mouvement de pression ne suffisait même pas, parce que les forces à remuer exigeaient une «pression» bien supérieure à celle qu'aurait pu exercer le MFE, même à l'apogée de sa diffusion. Il fallait une force autonome de la part des partis nationaux, indépendante, prête à faire de la politique pour son propre compte, même contre et en concurrence avec les partis nationaux. Le terme «parti» semblait le plus adéquat pour définir sans équivoque cette autonomie. Aucune intention partitocratique, donc, en proposant un parti européen. La voie d'un parti fédéraliste européen n'a donc rien à voir avec la méthode de parti national. C'est une voie nettement nouvelle, même si elle n'est certes pas facile et commode.

*Violi souligne, également, que lorsqu'on dit parti, on dit partie, c'est-à-dire que l'on divise. Et bien, nous sommes convaincus que l'on doit arriver au point où le motif dominant de la lutte politique dans nos pays sera entre ceux qui désirent l'Europe et ceux qui ne la désirent pas, entre ceux qui veulent créer et renforcer un pouvoir fédéral supranational et ceux qui estiment que la «souveraineté nationale» est un tabou intouchable. Tant que ce dilemme ne sera pas posé clairement ou qu'il sera camouflé par d'autres options ou d'autres idéologies, il ne sera pas fait de progrès concrets vers la solution fédérale. Et c'est là le jeu des partis nationaux, qui se déclarent européens en théorie et qui cherchent ensuite de détourner l'opinion publique vers d'autres objectifs qui bien qu'étant secondaires par rapport à la construction européenne, sont plus proches, plus à la portée de tous et donc plus concrets et plus intéressants.*

*Vouloir un parti qui fait passer l'objectif européen avant tout autre objectif signifie donc vouloir offrir à l'opinion publique la possibilité de se soustraire à un tel jeu et de se prononcer ouvertement sur l'Europe et, en cas d'élections, pour l'Europe. Faciliter, par le truchement d'un parti européen, cette prise de conscience des européens ne comporte donc pas de faire une oeuvre délétère de division et de désagrégation sociale. Cela signifie, tout simplement, de diriger la lutte politique vers un débouché européen.*

*Nous ne devons donc pas confondre moment national, ou interne, et moment européen, ou fédératif, quand on parle de méthode pour réaliser l'unité européenne. Le problème à résoudre n'est pas de savoir s'il faut organiser une société nationale, l'italienne par exemple, en son sein avec des partis ou sans partis, mais de comment créer une société unitaire européenne en partant des divisions nationales actuelles. Supposons même qu'il soit possible de représenter la société moderne d'une façon tout à fait différente des schémas connus, et même sans partis. Il resterait toujours à résoudre la question, en ce qui concerne l'Europe, de comment passer à de si nombreux Etats indépendants à un Etat fédéral européen. Et comme l'Europe, comme cela a été dit avec autorité, «ne tombe pas du ciel», il faut bien se décider sur les moyens à utiliser pour la construire.*

*Les deux moments, national et européen, peuvent sembler insignifiants à l'ami Violi, car il est contraire à la méthode «parti» en général, sans aucune distinction entre partis nationaux et parti supranational européen, distinction qui, pour nous, est essentielle. A ce point, cependant, il s'impose d'indiquer à quelles autres méthodes on devrait avoir recours pour atteindre l'objectif, car nous ne pouvons pas penser que derrière une question de méthode on veuille masquer une méfiance substantielle dans la capacité qu'a l'Europe de s'unir.*

*Quelle méthode donc? En d'autres termes, qui devrait être le «fédérateur» de l'Europe? Un des Etats actuels qui étendrait graduellement sa propre hégémonie sur les autres? Une conquête militaire? Une insurrection? Une Constitution fédérale imposée de l'extérieur? Une classe, une élite restreinte, une minorité de sages ou de superhommes? Qui d'autres encore?*

## **PARTIS OU PARTITOCRATIE**

*La réalité politique moderne est celle des partis et il ne pourrait pas en être autrement dans un régime de suffrage universel et de démocratie représentative. Même en admettant que l'on réussisse - comme le voudrait Violi - à organiser la société sur la base non d'«idéologies» (sur lesquelles se fondent, généralement, les partis actuels) mais de «regroupements» (en particulier de corporations?) des individus qui la composent, selon les exigences matérielles et spirituelles multiples de chacun, il resterait encore de*

*nombreuses questions en suspens et il s'en poserait d'autres encore qui devraient être résolues non pas au sein mais au dehors de ces regroupements, dans un contexte social plus complexe et plus vaste. Une évaluation différente de ces problèmes et de leurs solutions respectives engendrerait rapidement de nouvelles formations dans le domaine politique, formations qui, en définitive, ne seraient rien d'autre que des partis qui pourraient, entre autres, miner la solidité de ces regroupements de départ.*

*Il me semble encore opportun de souligner, à ce propos, qu'il est difficile de comprendre sur quelles classes, quelles forces ou sur quelles situations il faudrait compter pour transformer démocratiquement une société de partis dans une société sans partis. Ne faudrait-il pas, peut-être, un autre parti pour conquérir le pouvoir et, avec lui, les moyens pour changer la société selon un nouveau projet pour la rendre, par exemple, plus participante qu'elle ne l'est avec les systèmes actuels de parti? Ou devrait-on commencer par la base pour constituer ces fameux regroupements qui devraient donc avoir un caractère spontané? Dans ce cas, également, il faudrait trouver le moyen de faire valoir sa propre volonté. Et de quelle façon, si ce n'est en s'organisant en une organisation supérieure aux véritables regroupements? Mais, là encore, il s'agirait d'un parti.*

*A mon avis, on fait une grande confusion entre partis et partitocratie. Les partis devraient être des instruments pour améliorer la société. Chaque parti devrait proposer ses propres solutions sur les différents problèmes et concourir à la création d'une société plus libre, plus juste et plus démocratique, au sein de laquelle les individus et les groupes puissent manifester concrètement leur propre volonté et leurs propres exigences. Il devrait, en d'autres termes, avoir une fonction d'orientation, de guide, une fonction éducative et promotionnelle et non de domination sur la société. Les partis actuels, par contre, à la suite d'un processus dégénératif en vérité non inévitable, tendent à stabiliser et à renforcer justement cette domination sur la société et à occuper avec leurs propres fidèles et leurs inscrits le plus de postes publics possible.*

*Au sein de chaque parti, ensuite, il est venu se former des oligarchies étroites, presque inchangeables, qui sont les véritables détentrices du pouvoir politique. C'est d'elles que dépend la possibilité d'obtenir des emplois et des candidatures. Il faut donc obéir à elles et à leurs orientations politiques pour ne pas perdre les privilèges obtenus. Les choses étant ce qu'elles sont, il est évident que le Parlement Européen lui-même, malgré son élection directe, restera inefficace tant que ses composants dépendront des choix des Directions nationales des différents partis.*

*Il n'est cependant pas dit que la situation ne puisse pas changer. Pour que cela puisse se réaliser il faut, toutefois, qu'un parti non partitocratique, c'est-à-dire un parti qui, de par son organisation interne, de par sa nature et de par ses principes qui l'inspirent, ait sérieusement l'intention d'élargir les bases de la démocratie et de réduire toujours plus, jusqu'à les éliminer, les espaces dont s'est appropriée la partitocratie aux dépens des citoyens. Le Parti Fédéraliste Européen s'inspire de ce modèle de parti. On peut donc affirmer que ce n'est pas la méthode parti, mais une certaine conception du parti qui conduit aux dégénéralions regrettées, de la partitocratie dans des systèmes pluripartitiques à la dictature d'un seul parti.*

*Après avoir fait cette digression, revenons à la réalité de l'Europe communautaire où existe dans chaque Etat plusieurs partis, tous ouvertement européens, mais incapables de se libérer des liens nationaux pour engendrer concrètement une véritable Fédération européenne. Pour rompre ce cercle vicieux, nous sommes toujours plus convaincus de la nécessité d'une nouvelle force politique démocratique qui se mette en concurrence avec les partis nationaux justement sur le plan des problèmes européens, ceux de la construction fédérale et ceux de l'Europe vis-à-vis du reste du monde et d'un nouveau projet de société à laquelle tous semblent aspirer. Cette force politique peut être appelée comme on le désire. On peut même omettre le terme parti: ce qui compte est qu'elle soit de dimension européenne et autonome des partis nationaux.*

## LA «PETITE» ET LA «GRANDE» EUROPE

*Il faut préciser, sans équivoques, un autre point. Dans sa «Lettre», Violi demande au Parti Fédéraliste Européen «avec quelle méthode, valable pour les peuples de l'Est et ceux de l'Ouest, il entend réaliser l'idée d'une Société Européenne qui comprenne tout le continent».*

*J'avoue que je n'arrive pas à pénétrer jusqu'au fond le sens de cette question. Est-ce un défi lancé au P.F.E. sur le plan programmatique? Est-ce une fuite en avant pour ne pas s'engager à résoudre les problèmes du présent? Ou veut-on sous-entendre que tout projet d'unification européenne doit être subordonné au fait qu'il inclut également l'Europe de l'Est.*

*Pour nous, fédéralistes, le terme «unité» a une signification avant tout politique et institutionnelle, non géographique. Quand nous parlons d'unité de l'Europe, nous entendons prendre position sur une certaine dimension de l'Europe, comme pourrait l'être l'Europe des «Dix» ou celle des «Six» ou encore, comme le déclarait de Gaulle, l'Europe de l'Atlantique à l'Oural.*

*Nous entendons, au contraire, nous référer au degré d'intégration politique et économique-sociale entre les différents pays, à la réalisation, en fait, d'une Fédération ou d'un Etat Fédéral qui présuppose une limitation de souveraineté des Etats membres. Et comme une telle entité nouvelle implique un choix volontaire et libre de la part de chaque peuple, elle ne peut naître que chez les peuples qui ont cette possibilité de choisir librement. Elle pourra, par la suite, s'enrichir de nouvelles adhésions de la part de ceux qui en acceptent la Constitution, mais nous ne pouvons pas ne pas la construire pour la simple raison qu'une partie des peuples européens ne sont pas, pour le moment, dans les conditions de choisir en toute liberté.*

*En termes plus simples, l'Europe libre doit s'unir indépendamment de toute autre considération. Et ceci justement pour sauver la liberté, l'indépendance et la souveraineté, valeurs chères aux Européens mais désormais indivisibles, étant donné que chaque nation ne peut plus, individuellement, les défendre.*

*Après ces précisions, il me semble plus facile pour tous de reconnaître qu'aucun des partis traditionnels et des idéologies dominantes n'est en mesure de représenter ou d'unir tous les peuples européens, de l'Europe de l'Ouest à celle de l'Est. C'est de cette inadéquation que naît l'exigence d'une voie nouvelle que nous, en Occident, appelons «fédéralisme» et qui peut très bien s'appeler à l'Est «solidarité», du mouvement populaire de Dantzig de l'année dernière.*

*«FEDERALISME» et «SOLIDARITE» sont la nouvelle Europe: l'Europe qui émerge péniblement de l'écroulement dramatique de ses nationalismes, l'Europe qui désire réaliser une nouvelle synthèse en allant au-delà du capitalisme en Occident et du communisme en Orient. Pourquoi ne pas discerner dans tout cela les prémisses d'un nouveau et grand parti de l'avenir?*

*Dacirio Ghidorzi Ghizzi  
(Président de la Fédération  
Italienne du Parti Fédéraliste Européen)*

---

---

# REPONSE AU PARTI FEDERALISTE EUROPEEN

---

---

(G.M. Violi)

---

---

Pour l'amour du ciel, Ghizzi si je devais répondre à ton intervention, point par point, il me faudrait remonter en chaire et commencer par l'abécédaire des doctrines juridiques et politiques. Mais je ne m'estime pas en mesure d'enseigner à qui que ce soit, et à toi encore moins, que tu t'est plongé jusqu'au cou dans la politique active: je me limiterai au point central de ton discours, là où tu avances l'hypothèse que les «regroupements» que j'avais prévus finiraient, pour surpasser les partis politiques, par se transformer en autant de petits partis car - intervenant dans un complexe social plus vaste - ils seraient contraints d'*«engendrer de nouvelles formations (...) qui, en définitive, seraient des partis qui pourraient, entre autres, miner la solidité de ces mêmes regroupements»*.

Absolument pas. Si tu relis ce que j'ai écrit à ce propos, tu te rendras facilement compte que ton hypothèse ne pourrait pas se vérifier, parce que les lois, formulées et proposées par les divers regroupements, devraient obtenir, avant d'être appliquées, le *feu vert critique* d'une «Assemblée Coordinatrice» à laquelle serait réservée la tâche de les examiner dans le contexte de celles déjà avancées par les autres regroupements sectoriels et, si nécessaire, de les renvoyer aux regroupements qui les avaient formulées pour des amendements opportuns.

C'est ainsi que l'on prévoit une assemblée du type parlementaire qui ne remplacerait toutefois pas les Parlements politiques propres aux «systèmes» démocratiques traditionnels, étant donné qu'elle se présenterait comme un organe de pure compétence pratique, culturelle et critique, destiné à apporter de l'ordre et à donner une orientation unitaire à la complexité des normes législatives.

Il en découle que la souveraineté du pouvoir législatif serait attribuée - à travers les regroupements sectoriels - à la base sociale, tandis que la souveraineté du pouvoir exécutif serait limitée dans le sein de la sphère des normes approuvées par le législatif, après avoir reçu le feu vert de l'Assemblée Coordinatrice.

D'où un pouvoir exécutif *fortement* engagé à faire respecter les lois approuvées par le législatif, sans toutefois avoir un pouvoir quelconque pour prendre des initiatives qui n'aient pas été préalablement passées au crible par la *base sociale* à travers les «regroupements» sectoriels précités, lesquels - il faut le rappeler - ne seraient rien d'autre que des expressions d'exigences formatrices de la personnalité des sujets qui se *socialiseraient* à travers la *responsabilisation* de leurs propres choix.

On peut déduire tout le tableau de la construction future prévisible, sociale, par le principe selon lequel la société est, au lieu d'être la somme d'*unités* humaines, celle d'*exigences* humaines: ceci parce que la dynamique de la vie associée est déterminée par les oppositions - et leurs synthèses - de ses réalités matérielles et éthiques.

Sans l'introduction de ce principe-base de la réalité sociale, on finira par se cogner la tête contre l'une des deux seules conceptions que nous ayons de l'Etat.

Soit l'*Etat éthique* (Hegel), conçu comme sujet de l'Histoire, qui annule les libertés *subjectives* (individuelles) pour les restituer aux individus sous les formes *objectives* (c'est-à-dire telles qu'elles peuvent concilier les exigences de celui qui doit donner et de celui qui doit avoir), de telle sorte que pour chacun *la liberté finit par s'identifier dans l'Etat et pour l'Etat*, qu'il soit national ou supranational, mais toujours et de toute façon souverain en opposition avec les autres Etats souverains, jusqu'à l'affrontement extrême final, de la guerre.

Soit l'*Etat technique* (dont le marxiste-soviétique est un exemple typique) conçu comme instrument, moyen ou appareil mécanique au service d'individus, de groupes (partiels) ou «classes».

(lire la suite page 15)

# LE MILITARISME

de P. Gerbore

Le déchirement de l'Europe en deux mondes idéologiquement, politiquement et socialement antithétiques est la conséquence de deux guerres au cours desquelles la propagande fut une arme peut-être plus délétère que l'artillerie et l'aviation car elle pollua, de façon permanente, les esprits, créa des archétypes faux, apporta du crédit à des mensonges et falsifia l'Histoire.

La falsification fut pratiquée d'une manière systématique par de *terribles simplificateurs* qui firent de l'Histoire un mélodrame, alors qu'elle est essentiellement une tragédie, c'est-à-dire qu'ils opposèrent entre eux ceux qui incarnaient la vertu et ceux qui personnifiaient le vice. Cette falsification était machinée de plusieurs façons: soit en altérant et en déformant totalement les processus historiques liés à l'évolution du continent et en les transformant en tares et vices du peuple que l'on désirait moralement détruire, soit en faussant les lignes séculaires de développement des différents éléments de la société européenne, en déplaçant tendancieusement les lumières et les accents, en supprimant des vérités manifestes et en les remplaçant par des mensonges audacieux.

Je chercherai, dans une série de passages en revue de l'Histoire, que l'on pourra lire facilement et rapidement, à corriger cette tendance odieuse de notre siècle.

## LA MEDITERRANEE APRES ALEXANDRE LE GRAND

*A la fin des guerres pour la succession d'Alexandre le Grand, on pouvait compter cinq puissances militaires importantes en Occident: le royaume de Macédoine dans la Grèce européenne, la monarchie des Séleucides dans l'Asie sud-occidentale, la monarchie ptolémaïque en Egypte, l'empire carthaginois en Méditerranée occidentale et la république romaine. Carthage et la Macédoine étaient antérieures au règne d'Alexandre, les monarchies séleucide et ptolémaïque étaient des puissances pré-alexandrines sous de nouvelles dénominations. Seule Rome était une nouvelle venue.*

*Carthage était une puissance navale, dont la flotte, telle un rideau de bois, barrait la moitié sud du bassin occidental de la Méditerranée. L'union politique des colonies phéniciennes fournissait les navires et les hommes qui permettaient la suprématie sur la mer et cette suprématie maritime rendait possible le monopole commercial; le monopole commercial fournissait ensuite les moyens pour la flotte. La faible quantité des citoyens obligeait Carthage à avoir recours à des mercenaires et à des conscrits libyens: ce n'est que dans des cas exceptionnels que les citoyens étaient appelés aux armes.*

*La monarchie ptolémaïque était un organisme parasite qui vivait de l'exploitation des sujets égyptiens avec l'appui de mercenaires grecs; pour leur recrutement, elle devait entrer en lice avec tous les Etats militaires, de Syracuse aux Détroits de Kertch. La demande dépassait l'offre sur ce marché et le coût d'une armée était élevé.*

*C'est en 264 av. J.-C. que commença la Double Guerre entre Rome et Carthage. La monarchie séleucide de l'époque avait une population et une superficie gigantesques, mais sa puissance militaire reposait surtout sur des armées de mercenaires.*

*Seules la Macédoine et Rome tiraient leur propre force d'un peuple de paysans-soldats. En 276 av. J.-C., quand Antigonos Gonatas se rendit maître de la Macédoine, les magnifiques paysans-soldats étaient encore à la hauteur de leurs pères, mais les entreprises militaires d'Alexandre avaient vidé leurs rangs. Ce ne sont pas les pertes subies au cours des batailles qui en étaient la cause, mais la colonisation de l'Asie. Le nouveau royaume n'avait pas les moyens de payer des mercenaires; c'est pourquoi, l'armée d'Antigonos ne dépassait pas les effectifs de deux légions romaines.*

*Dès l'an 326 av. J.-C., alors que la conquête de la péninsule italique avait commencé - en même temps que la deuxième guerre samnite -, Rome était un peuple en armes. Son armée était composée de conscrits qui déposaient, après chaque campagne, leur équipement et vauaient de nouveau à leurs occupations normales. Une armée permanente aurait pu constituer un danger pour l'ordre de l'Etat. D'autre part, les guerres continuelles exigeaient un instrument militaire efficace.*

*Rome était entrée en régime républicain avec une armée de fantassins, les «phalanges», venue de la Grèce à travers les Etrusques. Ses fins tactiques étaient de briser le front ennemi avec le poids de la force attaquante; le combattant n'avait pas de liberté individuelle de mouvement; la lance à la main, en rangs serrés, il partait à l'attaque. Les opérations dans les monts du Samnium imposèrent des modifications à cette tactique. Les Samnites agissaient en manipules mobiles, ils attaquaient l'adversaire avec une sorte de javelot, puis l'agressaient à l'épée. La formation romaine, rigide, se trouvait donc en désavantage. C'est à la suite de cela que les commandements divisèrent les lignes en deux sections, dont l'une utilisait le javelot, tandis que la seconde s'articulait en manipules semblables à des phalanges. En un premier temps, il ne fut dressé que des hommes âgés de 24 à 30 ans dans la nouvelle technique de lancer pour le premier affrontement, tandis que la seconde ligne conservait le hast. Les uns étaient appelés principes et les autres hastati. Plus tard, les soldats plus jeunes furent des hastati de première ligne et les plus âgés vinrent former une troisième ligne. Mais, désormais, la lance fut abandonnée et les Romains créèrent une nouvelle formation qui, avec le temps, opposa un instrument adapté à la supériorité tactique d'Hannibal.*

*L'organisation de 367 av. J.-C. prévoyait une légion pour chaque Consul: les besoins de la guerre élevèrent chaque armée consulaire à deux légions, dont la force s'élevait, au III<sup>e</sup> s. av. J.-C., à 4 200 fantassins et à 300 cavaliers.*

*Ce système survécut jusqu'à la réforme mise sur pied par Marius. Avant lui, dans des cas exceptionnels, seulement, on avait recruté des citoyens hors des cinq classes de propriétaires, c'est-à-dire chez les prolétaires qui ne possédaient rien. Avec Marius, le recrutement de ces derniers devint systématique et leur traitement devint celui de soldats. Cette réforme naissait du fait que malgré les lois agraires, les masses rurales étaient sauvées. Mais il se créait un nouveau type de soldat. Celui d'autrefois tenait à servir pour une courte période et à retourner à ses occupations. Le prolétaire, par contre, étant inoccupé, restait volontiers à la caserne, d'autant plus qu'à la fin du service il espérait recevoir une parcelle de terrain. C'est ainsi, et sans que Marius en soit conscient, que l'armée se convertissait en un instrument socio-politique qu'un condottiere sans scrupules pouvait manoeuvrer à des fins personnelles, en adoptant les aspirations de ses soldats. On préparait ainsi les armées de la Révolution.*

*On put en constater les premières conséquences en l'an 83 av. J.-C., quand Sylla conduisit en Italie une armée de 100 000 hommes qui combattaient, depuis dix ans, sous ses ordres, qui lui devaient tout et qui lui demandaient de la terre.*

*Après la fondation de l'Empire, l'armée fut un facteur non seulement militaire, mais également extrêmement important du point de vue social. Recrutée principalement parmi les populations urbaines, elle avait formé, à l'origine, un élément considérable de romanisation.*

Mais dès le cours du II<sup>e</sup> siècle apr. J.-C., la population urbaine au sein de l'armée diminuait toujours plus. Les villes ne fournissaient plus d'hommes; la conscription ne procurait plus de recrues. Il fallait donc avoir recours à la population rurale; mais celle-ci n'était pas romanisée autant que celles des communes occidentales et ce défaut était encore plus sensible dans les régions frontalières où les troupes stationnaient. L'autorité impériale cherchait d'y porter remède. Dans différentes régions, sur le Rhin comme sur le Danube, la population rurale frappée par le recrutement, fut concentrée dans des castella ou stations, dotés de privilèges. Les *collegia juvenum*, collèges militaires, furent répandus dans le pays. On arriva ainsi à coloniser des territoires frontaliers avec des soldats en service actif. On arriva, de cette façon, à supprimer toute différence entre la vie militaire et la vie civile. Septime Sévère permit aux soldats de vivre avec leur femme dans la caserne.

L'armée vint former, ainsi, une nouvelle classe sociale qui avait toujours moins de familiarité avec la civilisation antique; de telle sorte, qu'elle était de moins en moins capable de la propager. Sortis de cette ambiance, les soldats pouvaient être robustes et courageux certes, mais ils n'étaient plus à la hauteur de la traditionnelle discipline. Au III<sup>e</sup> siècle cette dernière se perdait de plus en plus.

La situation s'aggravait du fait que dans les milieux qui entouraient l'Empire Romain, il se répandait une nouvelle technique de la guerre, à laquelle Rome ne pouvait pas opposer quelque chose de semblable, la cavalerie cuirassée et armée de lances. Elle avait été l'arme des Parthes et venait de l'Asie. L'emploi de dromadaires procédait de l'Arabie et, à travers l'Europe, arrivait en Afrique.

On avait de plus en plus l'habitude, dans l'armée romaine, de compléter les cadres avec des troupes indigènes: au II<sup>e</sup> siècle, Adrien employait volontiers les *sagitarii* montés syro-arabes. Il fut introduit, également, les *cataphractarii*, cavalerie cuirassée d'imitation persane. Mais cette restructuration de l'armée comportait une réduction de l'efficacité juste au moment où les exigences et les difficultés augmentaient.

Quand Dioclétien (284-305 apr. J.-C.) entreprit la réforme de l'Empire, l'armée en était encore le second pilier (l'autre étant l'administration). Le nerf en était les comitanteses, l'armée mobile composée de fantassins et surtout de cavalerie, ne stationnant pas aux frontières. L'élite était formée par la Garde Impériale - comme les Prétoriens dissous au début du IV<sup>e</sup> siècle. Dans les provinces, l'armée dotée de terres, était désormais une milice moins qualifiée. Le corps des officiers était appelé *protectores*, protecteurs de l'Empereur en qualité de personnification de l'Empire. Le recrutement s'effectuait exclusivement dans la population des campagnes, parce que celle des villes était réservée au service civil. Le service de la troupe était une charge, à laquelle le matériel le meilleur cherchait à se soustraire; c'est pourquoi les commandements le recrutaient dans les zones frontalières où il y avait des «barbares» robustes. Avec tout ceci jusqu'au désastre d'Adrianople, l'armée resta, jusqu'aux réformes, le rempart de l'Empire. Les milieux militaires s'en considéraient comme l'épine dorsale; l'Empereur était, en premier lieu, un officier et son prestige, comme son autorité, étaient essentiellement liés à ses capacités de *condottiere*. Sa résidence était le quartier général; le style de la Cour reflétait l'influence militaire. La charge la plus élevée tirait son nom de la fonction d'accompagnateur militaire de l'Empereur: *comes* (comte). Le lieu de résidence était choisi selon les besoins du Prince et de la situation; il pouvait être à Milan ou à Nicomédie. Dans tous les cas, jamais plus à Rome. Les raisons étaient de nature stratégique: l'Empereur devait se trouver près des théâtres de guerre.

Théodose le Grand fut le dernier Empereur qui rassembla dans ses mains tous les rênes de l'Etat. Sa mort fut le début d'une décadence qu'il ne fut plus possible d'arrêter. Ses descendants régnèrent pendant deux générations en donnant chacun des signes particuliers d'incapacité politique. Devenu une ombre, l'Empereur avait besoin de la présence d'un homme fort qui puisse gouverner avec lui. C'est ainsi que se dessinait le profil de celui qui, au fil des temps, deviendra «majordome de palais» (*Hausmeier*) ou *valido* ou premier ministre. Comme l'existence de l'Empire reposait toujours plus sur l'armée et que l'Empereur était incapable de la commander, il était fatal qu'un généralissime remplisse le vide d'autorité.

L'armée romaine était depuis longtemps «barbarisée» dans le sens que les soldats ne démontraient plus de traces de la vieille civilisation et étaient recrutés également sur les ter-

ritoires de frontière. Ce processus fut accéléré au IV<sup>e</sup> siècle par l'incorporation de soldats fournis par des populations étrangères récemment passées sous la souveraineté romaine par des traités (foedus). Ces «foederati» formèrent rapidement le nerf de l'armée et en firent une soldatesque étrangère: c'est ainsi que disparut ce vernis romain qui donnait la prise d'un nom. Au cours de ces décennies, l'histoire militaire romaine grouille de noms germaniques, même aux postes les plus élevés. Stilicon qui gouverna, de 395 à 408, l'Empire d'Occident, était fils d'un Vandale; Ricimer, de souche svève et ostrogothe, occupa la même position de 456 à 472. Il n'y a qu'une seule dignité qui leur était exclue: celle d'Empereur.

## LE CYCLE DE LA CAVALERIE

Les invasions germaniques révolutionnèrent l'art militaire et la structure des armées. La force des antiques légions romaines résidait dans l'infanterie qui opérait avec le poids de la masse. Les Germains étaient des cavaliers. La pression des barbares obligea l'Empereur Gallien (253-268) à former de gros corps de cavalerie utilisés en masse. L'action de la cavalerie devenait décisive et l'attaque de cette dernière fit gagner aux Goths la bataille d'Adrianople (378 apr. J.-C.). Il existait chez les Germains une puissante force belliqueuse. Ils avaient tous grandi dans une nature rude, dans la lutte avec les animaux sauvages et les tribus voisines, développant ainsi le courage individuel et la cohésion du groupe. La Hundertschaft, sous son Hun, avait une solidité qui n'avait rien à envier à la légion romaine.

La bataille d'Adrianople marqua le début du cycle de la cavalerie. Cinquante-deux ans plus tard, la bataille décisive de Tricamarum, en Afrique, fut remportée sur les Vandales par la cavalerie et, peu de temps après, Bélisaire estima sa propre infanterie inutile au point qu'il la mit à cheval et l'employa comme dragons. Du règne de Justinien (483-565) jusqu'à la IV<sup>e</sup> Croisade et au Sac de Constantinople (1204), l'Empire d'Orient maintint bien armés et entraînés des corps de cavalerie lourde et légère. En Occident, par ailleurs, l'art militaire disparut. Les organisations féodales commençaient à apparaître. Comme les routes manquaient, le cheval devenait le seul moyen de transport et le seul instrument pour la guerre. Mais le cheval était une arme coûteuse: Hans Delbrueck a calculé en termes de vaches le coût d'un cheval, de l'armement et de l'instruction d'un cavalier. Une armée de cavaliers dans une époque d'économie naturelle comportait une nouvelle structure sociale fondée sur la possession de la terre: les armées montées étaient encore peu nombreuses et très coûteuses; les combattants étaient nécessairement des hommes riches. C'est de ces nécessités du nouvel art militaire que naquit la société féodale: «chevalier» fut synonyme de noble.

Les Croisades marquèrent le moment culminant de ce cycle et le pouvoir protecteur de cette arme fut mis en évidence. Les pertes humaines étaient minimes. A la bataille de Hazerth (1125), Baudouin ne perdit que 25 hommes, alors que les Turcs tombés sur le champ de bataille s'élevèrent à 2 000; à Jaffa (1191), moururent deux Croisés contre 700 Turcs. Alors que pour s'armer et partir pour libérer les Lieux Saints, les nobles vendaient leurs terres ou les donnaient en gage pour les emprunts contractés; alors que les Chevaliers combattaient dans le Proche-Orient, dans les villes européennes une bourgeoisie mercantile s'enrichissait, prenait le gouvernement et recrutait des milices. L'arbalète était son arme et non le cheval. Ils construisaient des flèches qui pénétraient une porte de chêne de quatre pouces d'épaisseur. Comme conséquence, au XIII<sup>e</sup> siècle, la cuirasse du chevalier dut augmenter d'épaisseur et, par suite, en réduire la mobilité: à Tagliacozzo (1268), les cavaliers gibelins de Corradino étaient tellement lourds que la cavalerie de Charles d'Anjou, après les avoir exténués avec les charges répétées, put les renverser de leur selle en les saisissant aux épaules. Un adversaire habile tentait d'obliger le cavalier à descendre de selle et de l'immobiliser. Monter à cheval représentait d'ultérieures complications.

Entre-temps, il se formait, en Suisse, des infanteries mercenaires, armées de piques et de hallebardes, qui combattaient en phalanges et faisaient des ravages parmi les cavaliers. L'ère de la cavalerie arrivait à son crépuscule: à Morat (1476), Charles le Téméraire et ses cavaliers furent défaits par les infanteries suisses qui utilisaient des armes à feu. Les armes à feu, complétant l'oeuvre de l'arbalète, réduisirent le rôle de la cavalerie à l'exploration de

*l'ennemi et à la poursuite après une défaite. Parallèlement à ce processus, on assista à la croissance d'un patriciat urbain d'origine mercantile, en opposition à la noblesse féodale terrienne.*

## L'ERE DES GRANDS CAPITAINES

*Les siècles qui s'écoulèrent entre la bataille de Morat et la Révolution française virent la transition des armées moyenâgeuses aux armées modernes et, ensuite, le développement de ce que Theodor Ropp a appelé «l'ère néoclassique de la guerre moderne». L'armée espagnole fut représentative d'une première phase; l'armée prussienne d'une seconde. Ces deux armées méritaient la qualification de «modernes», car elles furent les instruments politiques de monarchies dynastiques et non de barons féodaux ou de villes-Etat ou encore de condottiers mercenaires, équipées d'armes à feu, organisées autour d'un noyau permanent d'une infanterie professionnelle.*

### ESPAGNE

*L'invention des armes à feu restitua à l'infanterie le rôle dominant qu'elle avait joué dans les légions romaines. Les Espagnols furent les premiers à utiliser les fusils en grande quantité dans l'infanterie. L'unité de base était la compagnie de 250 hommes: le capitaine les recrutait, encaissait et distribuait la solde, choisissait son aide (enseigne). Le sergent était parfois élu par la troupe parmi les soldats les plus âgés. Dix ou douze compagnies formaient un tercio. L'unité tactique de base était le bataillon, un carré ou un rectangle formé des piques de plusieurs compagnies, tandis que les tireurs les entouraient ou se trouvaient à l'intérieur. Le Capitaine était le seigneur de la compagnie, le colonel celui du tercio. Un corps d'armée était une collection de tercios. Ces derniers représentaient le nerf de l'armée espagnole. Un service pratiquement continu en terre étrangère contribuait à leur créer un certain orgueil que les vétérans inculquaient aux recrues. Chaque unité était une espèce de confrérie religieuse, que cimentaient les nombreux aumôniers. La noblesse appauvrie servait, de préférence, dans l'infanterie et, hier encore, quelques régiments formés par elle avaient une suprématie morale. Les Sergents, les Sergents-majors et le Sergent-chef entraînaient et déplaçaient les troupes. Ces vieux soldats s'occupaient de leur déploiement en «bataille» ou en «forlorns» (de l'allemand verloren). Les colonels et les généraux nobles conduisaient les armées, récoltaient les honneurs. Parmi eux, il y avait les grands capitaines: Gonzalo di Cordova, Alessandro Farnese, Emanuele Filiberto de Savoie.*

### PRUSSE

*La monarchie des Hohenzollern était une mosaïque discontinue de fiefs dispersés entre le Rhin et la Vistule, pressée, à l'Ouest, par la France, à l'Est par la Pologne et, plus loin, par la Russie, au Nord par la Suède: l'armée en était le seul ciment possible et comme le pays était pauvre, le maintien de cette armée supposait, au préalable, une administration rigide. Là où la France pouvait avoir un soldat pour chaque 150 habitants, la Prusse en avait un pour vingt-cinq. Les artisans de cette armée comme de l'administration furent deux princes: le Grand Electeur Frédéric-Guillaume et le roi Frédéric-Guillaume I. Celui qui fit de l'armée le chef-d'oeuvre de l'ère néoclassique de la guerre moderne fut Frédéric II. Le fond politique était le fond typique du siècle. Un despote illuminé appliquait les règles traditionnelles. L'introduction de la baïonnette standardisait et simplifiait l'emploi de l'infanterie: les Prussiens inventèrent une baguette à deux pointes et un chargeur à entonnoir qui augmentaient la rapidité de feu. Les batailles étaient désormais décidées par la poussée de la pique devenue baïonnette. L'artillerie, elle aussi, avait été standardisée. Chaque perfectionnement des armes à feu rendait la tâche de la cavalerie plus ardue. La coupe des forêts rendait la surprise plus difficile. La reine de la bataille était l'infanterie. Les Prussiens en augmentèrent la puissance en améliorant l'entraînement. Bien que les mouvements aient été réduits de 98 à 30, charger était une chose compliquée. Les anciens carrés de 6 ou de 8 rangs, qui correspondaient aux temps comparatifs de charger et de faire feu, furent remplacés par des lignes de trois rangs qui pouvaient apparaître simultanément ou séparément. Les points faibles étaient sur les flancs, protégés par la cavalerie, ou dans les lieux de jonction des différentes unités et*

dans la difficulté de changer de front ou de manoeuvrer obliquement pendant les heures nocturnes ou, encore, sur un terrain accidenté. Le fameux ordre «oblique» de Frédéric consistait en des manoeuvres rapides de côté (impossibles pour des troupes qui n'aient pas été magnifiquement entraînées) pour écraser un ennemi moins agile sur ce côté, tandis que le reste des forces s'occupait de ce qui lui restait. Une erreur ou l'arrêt d'une unité pouvait ouvrir une brèche dans l'ordre de bataille: le «pas de l'oie», avec le genou rigide, le temps et le pas exacts, permettait à la ligne d'avancer sans devoir s'arrêter pour la corriger. Sur un champ recouvert de fumée, il n'était pas nécessaire d'avoir des tireurs d'élite; rapidité de tir et volume de feu suffisaient. La supériorité d'une troupe résidait dans son agilité qui était acquise sur le champ de tir. Maurice de Saxe disait: «Tout le mystère de la manoeuvre et des combats réside dans les jambes». Bras et jambes bien entraînés pouvaient procurer la victoire. «La discipline de ces troupes devenue habitude», disait Frédéric, «fait en sorte que dans le plus grand désordre d'une action et au cours des dangers les plus manifestes, leur désordre est encore plus ordonné que le bon ordre de leurs ennemis». La guerre était, de nouveau, un art et une science. Les ouvrages de Frédéric sont des recueils de maximes pour des initiés. Un lecteur profane pourrait croire se trouver devant un manuel d'échecs. Frédéric appréciait beaucoup le coup d'oeil qui combinait l'intuition et l'expérience. «C'est le talent qu'ont de grands hommes de concevoir en un instant tous les avantages du terrain et l'utilisation qu'ils peuvent en tirer avec leur armée». Il était difficile, pour ne pas dire impossible, de coucher sur le papier cet art et cette science. Un grand capitaine comme Frédéric était toujours un joueur de hasard, qui savait, cependant, se retirer du jeu quand le gain était sûr. Frédéric sut toujours le faire: Napoléon Bonaparte non.

Le XVIII<sup>e</sup> siècle fut le siècle des armées permanentes. Le nombre d'étrangers qui s'y trouvaient variait selon les besoins et les moyens des différentes puissances; toutes cherchaient à en avoir pour les raisons données par un ministre français: chaque étranger valait trois hommes, un de plus pour les Français, un de moins pour l'ennemi et un Français resté chez lui pour payer les impôts. «Les troupes», disait Maurice de Saxe, «sont recrutées avec un enrôlement à terme fixe, parfois par coercition, et plus souvent, par duperie». Les Prussiens procédaient à des razzias dans les principautés voisines. Bien que l'enrôlement dans l'armée prussienne soit pour la vie, la vieillesse, les maladies et les désertions rendaient indispensable la substitution annuelle d'un cinquième des effectifs. Mille recruteurs étaient aux aguets dans des pays étrangers. La solde d'un soldat était de deux thalers et demi; celle d'un lieutenant, douze; mais Frédéric - Guillaume I<sup>er</sup> en payait 700 et même 1 000 pour un géant de sa Garde.

Le service militaire obligatoire pour tous était inconcevable dans une société divisée par castes, privilèges et prérogatives. Cela aurait comporté un engagement relativement court, que les experts de l'époque jugeaient insuffisant. Il existait, néanmoins, des formes de conscription, en Russie par exemple, mais elles étaient systématiques et permettaient des exemptions plus nombreuses. Les classes moyennes avaient pour tâche de payer les impôts et étaient donc exemptes du service militaire, qui ne concernait que les paysans et les nobles. La carrière d'un officier prussien se passait dans une grande prison militaire: le conformisme était obligatoire. L'armée prussienne du XVIII<sup>e</sup> siècle réalisait donc l'apogée d'un style militaire: une concentration maximale d'hommes et de matériel pour atteindre des objectifs spécifiques de puissance avec le maximum d'efficacité, c'est-à-dire avec le minimum d'épanchement de sang et de dépenses en argent.

## LES REFORMATEURS FRANÇAIS

Les défaites subies au cours de la guerre de Sept Ans aiguillonnèrent la conscience des écrivains français et les incitèrent à faire une autocritique. Le plus éminent de ces réformateurs fut le comte Jacques de Guibert (1743-1790). Le duc de Choiseul, ministre de la Guerre, entreprit une réorganisation générale de l'armée. Les grades ne furent plus vénaux et une partie de l'argent dépensé précédemment dans les unités pour le service de Cour fut destiné aux écoles militaires. Bonaparte fut l'élève de l'une d'entre elles et c'est là qu'il absor-

ba les idées des réformateurs que nous pouvons désigner, aujourd'hui, «le système napoléonien de la guerre».

L'unité tactique de base de l'infanterie était le bataillon, standardisé par Choiseul avec 584 soldats et officiers, 8 compagnies de mousquetaires et une de grenadiers. Le plus gros problème tactique avait été posé par l'invention de la baïonnette. Les partisans de l'action de choc demandaient désormais un ordre profond, c'est-à-dire une formation en colonne profonde; les partisans de l'action de feu, par contre, soutenaient que l'ordre mince, c'est-à-dire la ligne, devait être la formation de base. Le problème était compliqué par l'emploi d'une infanterie légère en ordre dispersé. Frédéric ne le voyait pas d'un bon oeil; mais la ligne serrée offrait une cible excellente. La polémique sur cette question était vive. Les réformateurs français savaient qu'une ligne peut charger plus de feu qu'une colonne, mais aussi qu'une colonne peut briser une ligne. Ils suggéraient que l'on accorde moins d'attention à la perfection des parades et plus au passage rapide de la ligne en colonne. Guibert soutenait un ordre mixte, c'est-à-dire des colonnes intercalées de lignes. Sa formule était: «colonne pour la manoeuvre et l'approche; ligne pour le combat». Les discussions étaient arrivées à ce point lorsqu'éclata la Révolution; mais bon nombre d'officiers remarquèrent rapidement, au cours des premières guerres révolutionnaires, qu'une ligne de force sur trois rangs n'était pas efficace avec des troupes peu entraînées. Bien que Napoléon ait préféré la ligne, quelques-uns de ses généraux préféraient la percée avec la colonne. De toute façon, l'ordre mixte devint le premier ingrédient de la formule napoléonienne.

Il y eut, pendant la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, d'importants changements dans l'artillerie. L'inspecteur de cette arme, Jean de Gribeauval, prêta toute son attention à la standardisation des parties et à leur mobilité. Les perfectionnements dans l'artillerie de campagne furent très importants pour Napoléon. L'emploi de masses d'artillerie mobile fut un autre des ingrédients dans son système.

Un autre élément de la nouvelle formule tactique française fut la poursuite pour rendre la victoire décisive. Des experts dans la guerre de montagne recommandaient de diviser les armées en unités plus petites et maniables. La division ou corps d'armée dans les guerres de la Révolution fut une armée en miniature avec une infanterie, une cavalerie et une artillerie. Au lieu d'utiliser une seule voie, l'armée pouvait faire appel à des voies parallèles tant que les colonnes en marche n'étaient pas trop séparées.

## LA NATION ARMEE

Dans la huitième partie de son livre *Vom Kriege*, Clausewitz décrit la révolution dans la conduite de la guerre qui a eu lieu au cours de sa vie. Les guerres du XVIII<sup>e</sup> siècle étaient des guerres de roi, destinées à la conquête d'une province et qui ne remettaient pas en question l'existence même d'une nation. Il s'agissait d'affaires d'Etat et la violence était limitée par le calcul politique. Mais la guerre devint, après 1789, «une affaire de peuples». Le but de la guerre était désormais la destruction de l'ennemi.

Tant l'Assemblée législative que la Convention hésitèrent longtemps avant de décréter le service militaire obligatoire pour tous les citoyens. Ce n'est que le 23 août 1793 que la Convention approuva le décret de Carnot par lequel 543 bataillons devaient être recrutés avec la conscription, étant donné que «tous les Français étaient appelés par le pays à défendre la liberté». On proclamait ainsi, pour la première fois, le principe de la «nation armée». Au printemps 1794, la France avait déjà 750 000 hommes sous les drapeaux. Napoléon poursuivit les méthodes de recrutement introduites sous la Première République. Néanmoins, il fut accordé de nombreuses exemptions et la principale violation de l'égalité fut l'autorisation d'acheter au comptant un remplaçant, c'est-à-dire un malheureux qui acceptait, poussé par la misère, de servir dans une caserne et de mourir sur le champ de bataille. Comme le coût de ce sacrifice oscillait, sous l'Empire, entre 2 000 et 3 500 francs (somme énorme pour l'époque), il s'agissait, en fait, d'une facilité en faveur des riches. Ceci n'empêcha pas Bonaparte de pressurer entièrement le potentiel humain de la nation: il recruta, entre 1800 et 1812, 1 100 000 Français et même pendant les années de disgrâce, 1812 et 1813, il engagea 50 des

jeunes gens qui figuraient sur les listes d'enrôlement.

L'égalité, par ailleurs, fut respectée lors des promotions des officiers, et des fils d'aubergistes, comme Murat, devinrent des maréchaux et des princes.

La première nation européenne qui imita la France fut la Prusse. Malgré l'opposition de Frédéric-Guillaume III, le principe de la conscription finit par triompher au cours de la crise de 1813; en février de la même année, tous les sujets prussiens âgés de 17 à 40 ans furent appelés sous les armes. A la fin de cette année-là, 300000 Prussiens (6 pour cent de la population) avaient été enrôlés. Dès août 1808, les cadres des officiers avaient été ouverts à toutes les couches sociales.

L'initiative et l'exemple de la France eurent des conséquences qu'enregistra l'Histoire. En premier lieu, une énorme augmentation des hommes sous les armes et du volume des armées sur le front. Les généraux du XVIII<sup>e</sup> siècle avaient commandé des armées de 50 000 à 75 000 hommes. Frédéric de Prusse n'en avait jamais placé plus de 40 000 sur les champs de bataille. Dans sa campagne d'Italie, en 1796, Bonaparte en commandait 35 000 et à Marengo, 50 000. Lors des campagnes de 1805 et 1806, il en manoeuvrait déjà 180 000 à 190 000. En 1815, Russie, Prusse, Autriche et Angleterre convinrent de faire marcher 600 000 hommes sur Paris.

Là où la révolution politique avait libéré des forces morales d'une portée imprévisible, la première révolution industrielle ne fit rien de semblable dans celui du matériel de guerre et de la technique. Le mousqueton resta l'arme de l'infanterie, mais ce n'était pas une arme très efficace. En tant que science, la balistique avait fait des progrès au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle; comme pratique de l'artillerie, elle était restée très en arrière. La France avait une cavalerie très faible au cours des premières années de la révolution. De nombreux émigrés avaient servi dans cette arme et des régiments entiers passaient parfois à l'ennemi. Napoléon procéda à de multiples changements. Il réduisit de moitié le nombre des régiments de cavalerie lourde (de 25 à 14); ceux qui restèrent furent armés d'une double cuirasse, jamais dispersés comme cavalerie de division, mais gardés comme réserve et masse de choc. Il augmenta les régiments de cavalerie moyenne et légère, convertit les dragons d'infanterie montée en cavalerie proprement dite. Il utilisa la cavalerie légère (hussards et chasseurs) pour doter de deux à quatre régiments chaque corps d'armée. Le reste fut divisé en brigades et la réserve utilisée pour compléter la déroute de l'ennemi fut formée avec les dragons.

Napoléon ne fut pas un grand réformateur. Il n'apporta aucune contribution importante au progrès des armes et de la tactique. Il déclara à Sainte-Hélène: «J'ai livré soixante batailles et n'ai rien appris que je ne savais auparavant». Sa supériorité résidait dans sa capacité de déplacer de grandes armées, fortes parfois de 200 000 hommes et plus, à travers de vastes espaces du continent à une vitesse bien plus rapide qu'on ne pouvait l'imaginer jusqu'à ce jour; de manoeuvrer ces armées dans des positions bien calculées pour affronter séparément les ennemis et les défaire si on les avait rencontrés, pour créer ensuite une supériorité de forces décisive au moment critique. Napoléon porta à son point culminant la ferveur et l'hérésie militaire de la révolution: la Blitzkrieg fut la caractéristique d'Ulm, d'Austerlitz et d'Iéna, comme elle l'avait été lors de la campagne d'Italie en 1796. La qualité strictement personnelle de son commandement, son génie militaire, qui ne pouvait être comparé qu'à celui d'Hannibal, faisaient en sorte qu'il ne se fiait à aucun de ses maréchaux; il planifiait et conduisait personnellement ses campagnes. C'est la raison pour laquelle il ne créa pas une organisation d'Etat-Major, ni ne laissa une tradition dans ce secteur. Les réformateurs prussiens furent plus clairvoyants et prévoyants; ils se rendirent compte des gros inconvénients d'un commandement personnel et cherchèrent à perpétuer les leçons de l'expérience par une organisation permanente.

(suite au prochain numéro)

## REPONSE AU PARTI FEDERALISTE EUROPEEN

(suite de la page 6)

Deux formes actuelles qui, dans leurs dernières déterminations logiques, finissent par être absolues.

Outre ces deux types d'Etat, il en existe un autre, plutôt hybride, qui se situe dans une position intermédiaire et, dans un certain sens, qui titube entre les deux autres: l'*Etat de Droit*. Il est confié, à ce dernier, la tâche de défendre et de faire observer les droits naturels inviolables et imprescriptibles des individus, ratifiés par les Déclarations qui accompagnent, normalement, les constitutions libérales et démocratiques.

Je m'abstiens de formuler des critiques à cette forme d'Etat qui, bien qu'étant - comme l'a écrit Herbert Marcuse dans «*One-Dimensional Man*» - «la meilleure réalisée jusqu'ici», offre en pratique de nombreuses lacunes qui charment nos jours, soit avec le *chaos* quand les partis, pour dépasser les autres ou pour ne pas prendre de responsabilité, se passent mutuellement les problèmes brûlants, soit avec l'*ordre* quand un parti assume le pouvoir après avoir éliminé les partis antagonistes. C'est un processus qui se déroule, toujours et de toute façon, dans le cadre de la *souveraineté* de l'Etat.

Et ici, il faut se mettre d'accord sur le concept de «*souveraineté*».

Sans souveraineté, il n'y a pas de pouvoir; c'est-à-dire qu'il n'existe pas un *élément juridique* qui en garantisse la validité, et sans lequel nous avons l'*arbitraire au lieu du pouvoir*. L'*arbitraire* ne produit pas de loi, et sans loi il n'y a pas d'ordre et - en dernière analyse - il n'y a pas de société, mais seulement et uniquement un agglomérat d'unités individuelles, privées d'identité historique sans laquelle l'homme est réduit au rang d'un quelconque animal sauvage.

La souveraineté est donc un élément essentiel pour l'avènement d'une société juridiquement constituée.

Toi-même en es convaincu, au point que pour toi, la distinction entre celui qui veut l'unité européenne et celui qui ne la veut pas, peut se déduire de la volonté de celui qui «*veut créer et renforcer un pouvoir fédéral supranational et qui estime que 'la souveraineté nationale' est un tabou intouchable*».

Et bien, si pour toi ne veut pas l'unité européenne celui qui estime intouchable la souveraineté nationale, ne la voudra pas non plus celui qui - comme ton parti - voudrait «*créer et renforcer un pouvoir fédéral*», et ceci pour la raison très simple que pour être fédéral, un pouvoir n'exclut pas *mais au contraire accentue et renforce sa souveraineté* en l'étendant sur le plan supranational.

La diminution de la souveraineté à laquelle évidemment tu te réfères, se réalise *dans le sein* d'un Etat fédéral, mais se renforce et s'étend à l'*extérieur*, en s'opposant aux autres unités, *même si elles sont fédérées*.

On comprend, en lisant ton article, que tu estimes possible la réalisation d'une unité de plus en plus étendue, au fur et à mesure que lui parviennent de nouvelles adhésions.

C'est une utopie pure et simple.

Chaque unité humaine qui désire se fédérer doit toujours renoncer à une partie de privilèges, d'avantages ou d'idéaux sur lesquels fonder sa propre unité. Et comme les unités parviennent à la souveraineté par une identité juridique, elles doivent toujours arriver à des compromis, et comme le «*fédéralisme*» n'est pas une solution, mais un simple *remède juridique* imaginé dans le cadre de l'Etat de Droit, il s'ensuit que lorsque cesse sa fonction, le fédéralisme cesserait d'exister en laissant derrière lui une société sans vie et sans identité, à la merci d'une bureaucratie d'autant plus obtuse qu'elle est féroce. C'est le même résultat auquel parviendrait, par une autre voie, l'orthodoxie marxiste du Kremlin.

D'autre part, mes modestes connaissances historiques ne me permettent pas de connaître l'existence d'Etats fédéraux créés sans de précédentes violences, si ce n'est ceux réalisés en vertu de conditions favorables particulières, pour ainsi dire, environnantes.

La Russie? C'est une longue histoire de violences et de vexations.

Les Etats-Unis? C'est une histoire de guerre entre le Nord et le Sud.

La Suisse? C'est une histoire de guerre entre les Cantons, unis pour se défendre contre des dangers extérieurs communs.

L'Australie? C'est une île très faiblement habitée compte tenu de ses dimensions; elle est privée de rivalités internes et d'ennemis externes, mais sa souveraineté est garantie par une puissance située dans une tout autre partie du globe.

Tu n'a pas illustré le tableau institutionnel au sein duquel devrait se dérouler la dynamique de la société que tu préconises; mais d'après ce que l'on peut déduire de tes argumentations critiques, il apparaît évident que même si tu réussissais à mettre en mouvement le *fédéralisme pragmatique qui devrait naître de la base sociale, par l'institution d'autonomies locales* (car telle est, en substance, le but politique de ton parti), ta construction finirait dans le chaos, à la merci d'autres forces ou organisations soutenues par une étude sociale, philosophique et juridique plus sérieuse et méditée.

D'un autre côté, et dans d'autres conditions, c'est la même critique que j'adresse (et que j'ai adressée dès 1948/49) au «*Mouvement Fédéraliste Européen*» d'Altiero Spinelli qui - privé d'horizons européistes originaux - n'a rien trouvé de mieux que de se conformer aux idées du groupe indépendant de la gauche italienne.

Le seul qui tenta d'exprimer une pensée personnelle et autonome fut Adriano Olivetti. Malheureusement (malheureusement pour l'Europe, mais heureusement pour lui), conditionné par une mentalité éminemment patronale, il développa sa pensée en misant sur une construction sociale lucide et rationnelle, admirable du point de vue technique, mais certainement lacunaire, et je dirais même utopiste pour une société qui, pour être humaine, vit et se développe en faisant très souvent appel à des valeurs irrationnelles.

Pour conclure, tu parles de Solidarnosc.

Et bien, soumis à un Etat tyrannique (soviétique), les Polonais tournent leur regard vers l'Occident; mais s'ils avaient vécu notre expérience, ils s'adapteraient de bon gré aux conditions conquises, dans l'attente d'une *nouvelle lumière* - comme celle qui illumina 1789 - qui les libère tant de l'«*ordre*» soviétique que de la «*liberté*» du chaos de chez nous.

C'est ce que devrait faire ton parti, à moins que tu ne préfères travailler pour favoriser l'avènement du nouvel illuminisme préconisé.

Tout compte fait, je te remercie de m'avoir amené à éclaircir ma pensée sur un point essentiel de ma thèse sur le futur de la vie associée.

G.M. V.

Palma de Majorque, 16-19 novembre

### Le troisième Symposium International de Thracologie

La Fondation Européenne Dragan organise pour la troisième fois une réunion de Thracologie (Premier Symposium - Rome 1977; Deuxième Symposium - Rome 1979), consacrée à la préhistoire de l'Europe et aux Thraco-Illyriens en tant que dénominateur commun de la culture européenne. Y prendront part archéologues, historiens, numismates, linguistes, spécialistes en l'histoire de la religion, de l'art et du folklore représentant une dizaine de pays européens. Le thème du Symposium est formulé comme suit: «Peuples antiques de l'Europe: migrations et inter-relations». Les communications et les discussions se dérouleront autour des trois rapports généraux suivants: *Panorama de las relaciones entre el Sudeste y el Sudoeste de Europa, años 1000-500* (J. Maluquer de Motes), *Possibilità archeologica di migrazione nell'Italia del II e I Millennio: dove, quando* (R. Peroni), *Peuples et civilisations dans l'espace carpatopontodanubien à l'âge des métaux* (M. Petrescu-Dâmbovița).

# DEMAIN LES REGIONS UNIES D'EUROPE



de Jean Wathelet  
Délégué général du Comité Européen - Fédéraliste et Régionaliste

L'unification politique de l'Europe à partir d'une démarche fédéraliste basée sur le respect des diversités ethno-culturelles et le caractère irremplaçable et sacré de la personne humaine constitue pour nous la seule alternative au gâchis des idéologies qui s'affrontent sur notre continent. Dès lors, nous rejetons l'Europe des marchands autant que celle de la massification collectiviste.

Nous croyons que les idées sont contagieuses, nous attirons par nos idées tout le flux de l'opinion publique et en particulier ceux qui cherchent de nouvelles voies dans un monde en crise exceptionnelle.

Cette influence ne peut être maintenue qu'à la condition d'être nous-mêmes animés d'une forte imagination critique et créatrice. Nous allons recréer ensemble les conditions d'une véritable renaissance dans un esprit humaniste nouveau.

Notre action nous portera à nous heurter à la triple tradition politique des populations européennes: la tradition du christianisme politique, du socialisme et du libéralisme. Nous sommes cependant les héritiers de cette triple tradition. Nous serons dès lors amenés à faire une synthèse suffisamment souple pour permettre les révisions que l'évolution impose.

Nous invitons chaque Européen conscient à participer à cette réflexion. D'autre part, nous sommes engagés dans une recherche prospective sur les Régions Européennes.

Là aussi nous convions tous les citoyens conscients, à participer à cette recherche qui consiste à illustrer ce que doit être la communauté régionale que nous dénommons conventionnellement l'Euro-Région. Chacun peut donc exprimer son message en la matière en donnant son avis sur ce qu'il croit être son cadre de vie régionale et sur celui d'autres régions qu'il connaît bien.

Les «Euro-Régions» ainsi définies nous inviterons la masse de ceux qui, de par l'Europe, auront contribué à nos travaux et procédé avec nous au regroupement de ces régions, dans un cadre intermédiaire que nous avons décidé de dénommer provisoirement «Aire Ethno-Culturelle», la région restant le cadre socio-économique et historique.

Dans nos recherches, nous sommes déterminés à ignorer les barrières que représentent ces lignes arbitraires et purement conventionnelles que constituent les frontières stato-nationales, chaque fois qu'elles ne coïncident pas avec les réalités humaines ethno-culturelles.

Nous lançons donc un appel à tous les Européens conscients de ces problèmes pour qu'ils prennent contact avec nous en écrivant au «Comité Européen Fédéraliste et Régionaliste».

19, rue Lesbroussart B. 1050 Bruxelles  
Comité Européen - Fédéraliste et Régionaliste

## REFLEXIONS



# L'EUROPE OCCIDENTALE ET L'AVENIR DU ZAIRE

de Francis Dessart

Géant du continent africain avec des potentialités minérales immenses, la République du Zaïre se situe aussi à un niveau stratégique et géopolitique d'une importance décisive pour l'avenir de l'Afrique et du monde libre.

Les séquelles de la colonisation, puis les aléas d'une difficile décolonisation entrecoupée de luttes intestines suscitées de l'étranger, ont retardé le développement harmonieux du Zaïre. Pourtant, au prix d'immenses efforts, les autorités zaïroises ont réussi à faire avancer ce pays sur la voie du progrès et de la modernité.

Un exemple est édifiant: au départ des Belges presque aucune femme zaïroise ne pouvait s'exprimer en un français grammaticalement correct alors que maintenant le Zaïre compte de nombreuses femmes magistrats, ministres ou hauts-fonctionnaires, médecins, diplomates, professeurs d'université, etc...

La situation au Zaïre n'est ni meilleure ni pire que dans d'autres pays africains. Alors - me direz-vous - pourquoi une certaine presse s'acharne-t-elle avec autant de hargne contre le régime politique du Zaïre?

La raison est aisée à comprendre et un long entretien que j'ai pu avoir avec le vice premier Commissaire d'Etat et commissaire d'Etat aux Affaires étrangères, Bomboko, a pu mettre bien des choses en exergue.

D'abord, le Zaïre veut respecter le non-alignement en refusant le prosélytisme idéologique étranger. Le Zaïre reste une bastion de la liberté en Afrique par opposition aux pays marxistes et à l'expansionnisme soviéto-cubain. Voici déjà une raison de l'acharnement de certains milieux de la bourgeoisie marxiste européenne contre ce pays.

Ensuite, le président Mobutu a défini une idéologie politique particulièrement intéressante à étudier et qui se nomme l'authenticité. Alors que la «négritude» prônée par le président Senghor était intéressante en soi mais ne pouvait guère motiver les Européens, l'authenticité peut s'avérer une théorie universelle. Si chaque nation respecte son authenticité puis, après être retournée à ses racines, est plus apte à découvrir et mieux comprendre les autres - et aussi à s'affirmer face aux autres - n'est-ce pas là une leçon à suivre tant pour l'Afrique que pour l'Europe?

L'authenticité culturelle et spirituelle est une voie à suivre pour nous et, sans honte, soulignons les mérites du fondateur zaïrois de cette grande option contemporaine.

La presse belge porte une grande responsabilité dans la détérioration des relations belgo-zaïroises. Les journaux belges s'attardent avec plaisir sur les difficultés in-

ternes du Zaïre sans jamais souligner les efforts positifs de ce pays. Alors que la Belgique se débat dans des problèmes internes confinants au grotesque, des folliculaires ou politiciens belges s'arrogent le droit de donner des leçons au Zaïre!

Certains éditeurs - car sont-ce des journalistes au sens déontologique de ce terme? - sont passés avec armes et bagages mais sans vergogne ni remords d'un soutien inconditionnel à Mobutu à un appui total à l'opposition subversive et crypto-gauchiste. Est-ce une affaire de mode ou de finances? Certainement pas une question d'honneur ni de pensée!

Sans crédibilité intrinsèque, ceux-là pourront défendre n'importe quelle cause; ils ne réussiront qu'à les salir quelles qu'elles soient...

Pour nous, Européens - ou mieux Européistes - un choix s'impose en politique internationale. Rappelons-nous que Lénine avait dit que celui qui tiendrait l'Afrique, tiendrait ensuite l'Europe... N'est-ce pas ce processus particulièrement dangereux pour le monde libre qui est en train de se passer sous nos yeux?

Le Zaïre est une proie particulièrement tentante pour le monde communiste. D'abord pour ses immenses richesses naturelles. Ensuite de par sa position stratégique: un Zaïre marxiste formerait avec l'Angola, la Congo-Brazza, la Zambie,

l'Ouganda, la Tanzanie et le Mozambique une «ceinture rouge» coupant le continent africain en deux. L'on peut aisément se rendre compte du danger que recèlerait, tant pour l'Afrique que pour l'Europe, de telles perspectives.

Lors de notre entretien privé avec le ministre Bomboko - auquel assistaient le prince Cissé Zakaria Ibn Kaïn, importante personnalité mauritanienne, et le spécialiste belge des affaires arabes Urbain van Ballaer - nous avons aussi parlé du trilogue cher à l'ancien président Valéry Giscard d'Estaing: un trilogue euro-arabo-africain... La technologie européenne, les richesses humaines et naturelles de l'Afrique, les potentialités financières des Arabes pourraient faire de grandes choses, nous précisa le ministre Bomboko.

Précisément, c'est de ce trilogue dont ont peur les puissances extérieures car une telle coopération concrète pourrait mettre fin aux politiques d'hégémonisme des super-puissances.

Dans ce contexte, plus que jamais le Zaïre - celui de l'authenticité et du volontarisme national - mérite le soutien des plus conscients parmi les Européens que sont - ou devraient être - les Européistes.

Sachons à qui profiterait la déstabilisation du Zaïre et comprenons que les mêmes n'attendent que le développement de la subversion chez nous!

## ABONNEMENTS

### Italie:

ordinaire	lire	12000
de soutien	lire	50000

### Pays extra-européens:

ordinaire	US\$	20
de soutien	US\$	60

### Autres pays européens:

ordinaire	ff.	120	(ou contre-valeur dans une autre
de soutien	ff.	250	monnaie européenne - ou dollars)

L'abonnement souscrit sera valable pour toute l'année 1982. Le versement pourra être effectué directement soit par chèque bancaire, soit par versement sur le C.C.P. n° 36220002 à Rome au nom du «Bulletin Européen» - Foro Traiano, 1/A Rome.

MOSCOU - 9 OCTOBRE 1944

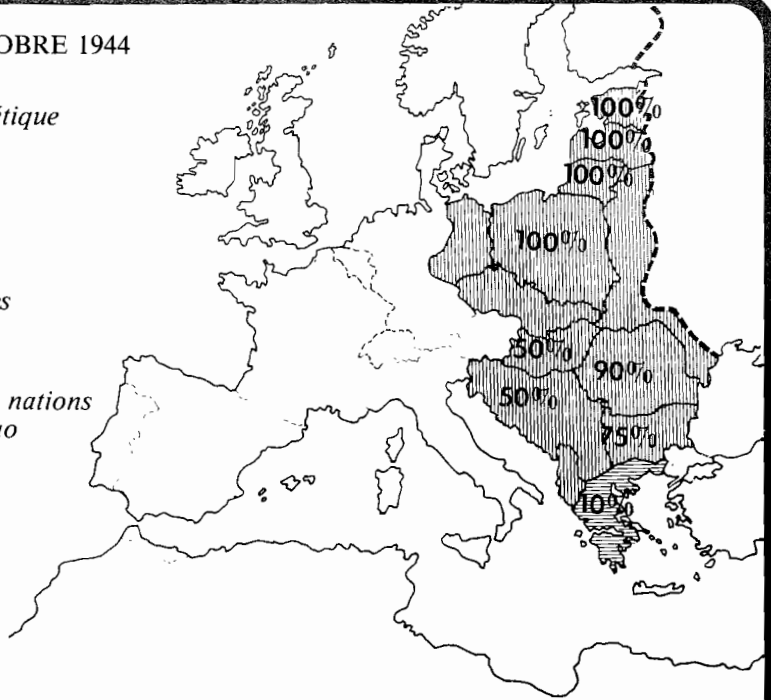
*Churchill  
cède à l'Union soviétique  
l'Europe de l'Est*

YALTA - 1945

*Confirmation du  
partage de l'Europe  
en zones d'influences*

HELSINKI - 1975

*La conférence de 35 nations  
réconnaît le statu quo  
créé à Yalta*



«Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens de catégorie A et d'autres de catégorie B».

*Bulletin Européen*

<i>D.G. Ghizzi: Oeuvrer pour un avenir meilleur</i>	1
<i>G.M. Violi: Réponse au parti fédéraliste européen</i>	6
<i>P. Gerbore: Le militarisme</i>	7
<i>J. Wathelet: Demain les régions unies d'Europe</i>	17
<i>F. Dessart: L'Europe occidentale et l'avenir du Zaïre</i>	18

*Bulletin Européen*

Rivista mensile - Spedizione in abbonamento postale gruppo terzo 70%  
Editrice Nagard Srl-Foro Traiano 1/A, Roma - Direttore responsabile: Sabino d'Acunto - Direzione e Redazione:  
Foro Traiano 1/A, Roma - telefoni: (06)679.77.85/678.09.48 - Registrazione Tribunale Roma n. 16966 del  
15.10.1977 (già n. 1861 del 15.2.1951) - «Centrostampa Nagard» Milano, Via Larga 11